

1) Comment garantir une offre de soins de qualité à tous nos concitoyens ?

Pour garantir l'offre de soins pour tous, il faut mettre des moyens humains et financiers supplémentaires. Les travailleurs de la Santé sont les mieux placés pour savoir quels services ou hôpital il faudrait agrandir, combien de soignants ou autres il faudrait dans tel ou tel service. L'hôpital public doit être accessible à tous, quel que soit son lieu d'habitation.

Or les ministres de la Santé et les ARS ferment des structures hospitalières de proximité pour faire des économies. Il doit être gratuit, ce qui est loin d'être le cas. Quand on est hospitalisé, si on n'a pas de mutuelle cela revient très cher car la Sécurité Sociale laisse 20% à la charge du patient ainsi que le forfait hospitalier qui est de 20 € par jour. On peut donc se retrouver avec des factures de plusieurs centaines voire milliers d'euros.

L'hôpital public doit pouvoir prendre en charge les patients rapidement. Pendant les vagues épidémiques, il a fallu arrêter les soins considérés comme « non urgents » pour pouvoir soigner les patients atteints de la covid. La prise en charge des nouveaux malades du cancer a chuté avec la crise sanitaire ! Conséquence : 1 000 à 6 000 décès supplémentaires surviendront dans les années à venir, selon une étude des centres de lutte contre le cancer.

2) En matière d'accès aux soins, quel peut être le rôle spécifique des infirmiers, présents sur tout le territoire national, tant à domicile qu'en établissement ?

A notre avis, il n'y a pas forcément de « spécificité ». Les infirmiers ont le même rôle que l'ensemble des soignants, que cela soit au domicile ou dans un établissement, tous les professionnels sont complémentaires et c'est ce travail en commun qui aide à une meilleure prise en charge -s'ils sont en nombre et que les moyens financiers sont conséquents.

3) Quelle est votre vision de l'organisation territoriale en santé aujourd'hui ? Selon vous, doit-elle être réformée pour garantir une meilleure efficacité de notre système de santé ?

L'hôpital public doit être accessible à tous, quel que soit son lieu d'habitation. Or les ministres de la Santé et les ARS ferment des structures hospitalières de proximité pour faire des économies.

Dans cette campagne, nous défendons l'idée que les travailleurs doivent contrôler les comptes des entreprises, qu'ils doivent savoir où va l'argent et à quoi il sert. Pendant longtemps, on nous a dit il n'y avait pas d'argent pour les hôpitaux, qu'il n'y avait pas « d'argent magique » comme dit Macron. Pourtant, son gouvernement a su trouver sans problèmes 100 milliards d'euros pour les entreprises, avec le « plan de relance ». Cela prouve bien que de l'argent il y en a. Alors, il n'y a pas d'autre solution pour les travailleurs que de vérifier eux-mêmes où est l'argent, et à qui il est versé : Pour cela, il faudrait que les salariés soient convaincus qu'il est nécessaire qu'ils contrôlent eux-mêmes les comptes des entreprises mais aussi les comptes des hôpitaux, de la sécurité sociale, du budget

de l'État, des labos pharmaceutiques ou de bien d'autres entreprises privées médicales qui s'enrichissent grâce aux hôpitaux.

Mais cela ne passe pas par des « commissions de contrôle » orchestrées d'en haut, cela ne se fera efficacement que lorsque les travailleurs seront en lutte, quand ils décideront de mettre leur nez dans les affaires.

4) Comment garantir que le patient soit davantage acteur de son parcours de soins ?

Pour que le patient soit acteur de son parcours de soins, cela veut dire prendre le temps avec les patients pour qu'ils aient le temps de comprendre le parcours qui leur est proposé. Pour cela, il faut que chaque professionnel de Santé ait lui aussi plus de temps ; et cet objectif ne passera que par l'embauche de personnel supplémentaire.

5) Comment améliorer la qualité de la prise en charge tout au long du parcours de soins, en termes d'effectifs, de formation et de coordination des professionnels de santé ?

La formation infirmière est la plus plébiscitée sur Parcoursup. Cela signifie que beaucoup de jeunes souhaitent faire ce métier. Mais encore faut-il qu'ils aient les moyens d'être formés. Depuis la pandémie, les places en instituts de formation en soins infirmiers n'ont été augmentées que de 1 000 places ! Encore une fois, on voit bien qu'il n'y a pas de volonté de mettre les moyens financiers pour former de nouveaux infirmiers.

Des étudiants infirmiers se retrouvent dès leur premier stage dans des services de soins où ils découvrent des conditions de travail dramatiques, alors cela ne peut que les repousser de cette branche. Nombre de jeunes souhaitent faire cette formation car ils aspirent à prendre soin des gens. Sauf qu'ils se rendent compte que tout n'est que rentabilité et qu'il faut toujours aller plus vite avec de moins en moins de moyens humains. Qu'il faut courir partout pour trouver du matériel. En plus quand on débute, il est capital d'être bien encadré. Mais comment l'être par un personnel qui est déjà débordé et qui a à peine le temps de prendre en charge un étudiant. L'enquête parue dans l'ouvrage Les Fossoyeurs montre l'envers du décor... et qui aurait envie de s'occuper des patients de cette façon-là ? Même les directeurs d'Ehpad reconnaissent qu'il y a un énorme turn-over, et cela n'a rien d'étonnant.

D'ailleurs, beaucoup de collègues qui ont des enfants leur déconseillent de faire ces études-là ou de rentrer dans la Santé tout court, c'est dire !

Et puis même si tu es un jeune étudiant, il faut que tu puisses te loger, manger et payer tes études pendant ce temps de formation. Plusieurs infirmières que je connais ont été obligées de faire un prêt étudiant pour pouvoir « vivre » pendant leurs études. C'est le cas de milliers d'étudiants, et pour beaucoup de formations. S'endetter alors même que tu n'as pas démarré ta vie professionnelle ? Cela ne devrait pas exister.

Alors ce que j'espère, c'est que tous les jeunes qui se destinent aux métiers de soins soient tellement révoltés par l'avenir qu'on leur propose, qu'ils auront envie de changer cette société pour en construire une qui ait enfin pour but de s'occuper des autres, indépendamment du profit que cela peut rapporter.

Si Nathalie Arthaud se présente aux élections, ce n'est pas dans l'objectif de devenir présidente, mais pour changer radicalement cette société et renverser le capitalisme. Il est grand temps de bâtir une société humaine répondant aux besoins de tous, et non orientée pour que 5 milliardaires en France parviennent à détenir la même richesses que les 40 % des plus pauvres.

6) Sur quels leviers s'appuyer pour renforcer la démocratie sanitaire dans notre pays ?

Les meilleurs leviers sont les travailleurs de la santé eux-mêmes, car ils savent quotidiennement ce qui est primordial pour s'occuper des patients.

7) Comment renforcer l'autonomie des professionnels de santé, à l'exemple de ce qui se pratique à l'étranger ?

8) Un grand nombre de soignants quittent leur métier. Quelles solutions envisagez-vous pour répondre à cette problématique ?

Tous les soignants, que l'on soit infirmières, infirmières spécialisés, aides-soignantes, veulent pouvoir prendre en charge correctement les malades dont elles s'occupent. Mais pour ça, il faut que leur conditions de travail et de vie personnelles soient respectées. Les directions voudraient que lorsqu'on s'occupe de gens malades, on laisse sa vie personnelle de côté. Eh bien non, cela n'est pas acceptable. On en est là aujourd'hui car on diminue les effectifs constamment, le sous-effectif est permanent, alors très on peut se retrouver à faire le boulot de 2. Le nombre de patients à prendre en charge augmente sans cesse, et il faut aller toujours plus vite. Les plannings ne sont pas respectés et bougent constamment. En permanence, il faut se « réorganiser » car d'un coup tu travailles le matin et un autre jour d'après-midi alors que cela n'était pas prévu. On te coupe tes repos en semaine, et on te rajoute des week-end à faire. C'est la croix et la bannière pour poser des repos, des vacances, demander un week-end... Tout cela, faute d'effectifs, est très souvent refusé, et la seule solution est de s'organiser avec un collègue pour qu'il te remplace et accepte de te dépanner.

Et tout ça, ça « bouffe la vie » des collègues, et à juste titre. Alors nombre de collègues préfèrent quitter l'hôpital public, les maisons de retraites etc. pour partir en libéral ou en intérim, car elles peuvent plus facilement choisir leur horaires et leurs jours de travail et ainsi s'organiser plus facilement.

Travailler à l'hôpital, cela veut dire commencer tôt, finir tard, travailler la nuit, les week-end et jours fériés. Ce sont des contraintes ! Alors pour qu'elles soient acceptables, il faut des contreparties.

Si l'on veut que les infirmières restent en postes comme toutes les autres professions, il faut donc mettre des moyens humains et financiers. Mais c'est le contraire qui se passe : on rogne sur les emplois, sur les repos, sur les vacances. Et vu que, à la différence de bien d'autres professions de l'hôpital, les infirmières peuvent trouver un emploi ailleurs, eh bien elle peuvent se permettre de partir.

Mais si on ne veut plus que les infirmières « fuient », il faut régler avant tout le problème à l'échelle de toute la Santé.

Dans le programme de notre candidate Nathalie Arthaud, nous défendons l'idée qu'il faut répartir le travail entre tous, avec maintien du salaire. Il est inacceptable que certains croulent sous le travail alors que pendant ce temps-là d'autres sont au chômage. A l'hôpital, il y a des milliers d'emplois à créer : infirmières, aides-soignantes, logisticiens, coursiers, brancardiers et j'en passe. Tous ces emplois en plus permettraient d'améliorer les conditions de travail de tous. D'ailleurs un certain nombre de soignants restent contractuels pendant des années avant d'être embauchés en temps que titulaires de la fonction publique.

9) La profession infirmière est aujourd'hui encadrée par un « décret d'actes ». Comment réactualiser ces dispositions datées, qui ne correspondent plus à la réalité de l'exercice, aux compétences et aux attentes des infirmiers ?

10) Infirmiers référents, infirmiers coordinateurs... Comment renforcer le positionnement de l'infirmier au cœur du parcours de soins, en ville et à l'hôpital ?

11) En quoi la pratique avancée peut-elle répondre aux besoins en santé, en partenariat avec les médecins ?

12) Comment mieux reconnaître et valoriser les spécialités infirmières (infirmiers de blocs opératoires, anesthésistes, puériculteurs) ?

Aujourd'hui il ne doit pas y avoir un salaire en-dessous de 2000 euros net par mois et surtout, il faut que les salaires suivent le coût de la vie : quand les prix augmentent, les salaires doivent suivre. Les travailleurs la Santé, comme tous les autres, n'ont pas de raison de ne pas dire ce qui serait nécessaire pour vivre dignement. Nous parlons des salaires, mais nous pensons la même chose pour les retraites et les allocations, elles ne doivent pas être en dessous de 2000 euros net par mois. Nombre de collègues, surtout les petits salaires, se retrouvent en difficultés à la retraite car celle-ci est insuffisante pour vivre dignement.

Actuellement, Les prix n'arrêtent pas d'augmenter, que ce soit dans les supermarchés ou ceux de l'énergie. Les prix augmentent presque tous les jours. Et pourtant, il faut continuer à travailler. Beaucoup de collègues viennent en voiture car pour se loger dans la région parisienne tu dois habiter de plus en plus loin de Paris. En ce moment, forcément, la facture d'essence augmente... et c'est

à nous de payer ! Nous faisons tout tourner dans cette société, alors il n'y a pas de raison de se faire petits. Revendiquons ce qu'il nous faut pour vivre.

13) Quelles sont vos propositions concrètes pour que les soignants - en particulier les infirmiers - connaissent une évolution professionnelle tout au long de leur carrière ?

Il serait nécessaire que tous les travailleurs se forment tout au long de leur vie. Dans la santé, il y a des progrès en permanence, des nouvelles techniques, de nouveaux traitements. Il serait donc important que les soignants puissent se former régulièrement. D'autant plus s'ils décident de changer de métier ou de se spécialiser.

Se former, que cela soit au début de sa formation et ensuite en formation continue, cela nécessite du temps et des financements. Combien de collègues n'arrivent même pas à aller faire les formations obligatoires des « gestes d'urgences » par exemple, car ils ne peuvent pas être détachés de leur service ?!

Donc il faut là aussi mettre des moyens humains et financiers.

Beaucoup de collègues souhaitent être financés pour continuer à faire leurs études d'infirmière spécialisée, ou d'aides-soignante, agent hospitalier souhaitant devenir infirmières. Mais ces formations se font au compte-goutte, alors que pourtant les collègues ont été reçus au concours qu'ils ont passé.

A l'AP-HP, il y a plus de 10 ans, quand une aide-soignante était reçue au concours infirmier, elle était automatiquement financée pour ses études d'infirmière. Mais maintenant, c'est au compte-goutte, et cela est inadmissible. La moindre des choses, ce serait que tous ceux qui passent des concours et les réussissent aient leurs études payées et reçoivent leur salaire le temps de la formation.

Si c'était possible de le faire il y a 10 ans, il n'y a pas de raison que cela ne soit plus possible aujourd'hui. Ce n'est qu'une question de volonté. En pleine pandémie, la direction générale de l'AP-HP se félicitait que l'entreprise Hermès ait fait un don, et elle a décidé qu'il allait être utilisé pour la formation. Sur ce point-là je suis assez d'accord, oui il faut prendre sur les profits des grandes entreprises pour financer les formations, et encore plus si c'est pour la Santé de tous.

14) Comment prendre en compte l'enjeu environnemental dans l'ensemble des pratiques liées à l'exercice professionnel en santé ?

Les élections doivent servir à mettre en avant ce qui nous semble nécessaire pour vivre et travailler dignement. C'est nos salaires, nos emplois et nos retraites d'abord. En conclusion : les travailleurs d'abord.

Alors si on veut améliorer notre qualité de vie au travail, il va falloir qu'on prenne nous-mêmes notre sort en main, tout cela ne changera que lorsqu'on l'aura décidé, mais cela vaut le coup de le dire en votant pour Nathalie Arthaud.

Le vote Nathalie Arthaud, c'est un vote de combat, un vote de fierté ouvrière, un vote de tous ceux qui font tourner toute la société et qui disent qu'il ne sont pas prêts à tomber dans le panneau consistant à croire dans celui qui fera les plus belles promesses et qui, dès le lendemain des élections, les rangera au placard.

Alors tout ceux qui sont révoltés par cette société capitaliste qui ne fonctionne que pour le profit et qui veulent la changer peuvent le dire lors de la prochaine élection, en votant pour Nathalie Arthaud.

15) Comment développer la formation de tous les professionnels de santé aux risques émergents, notamment environnementaux ?

16) À l'avenir, quel rôle spécifique les infirmiers pourraient-ils jouer en matière de prévention ?

17) Comment accélérer la formation initiale et continue de l'ensemble des professionnels de santé en matière numérique ?

18) Comment développer le télésoin, la télésurveillance et la téléexpertise tout en conservant un lien de proximité avec les patients ?

19) Comment alléger les procédures administratives à l'hôpital, pour dégager du temps consacré aux soins ? Embaucher du personnel.

20) Quelle mesure prioritaire prendriez-vous dans les 3 mois suivant les élections législatives pour faire reconnaître le rôle et la mission des infirmiers ?

Suite au scandale provoqué par la publication d'une enquête journalistique sur les méthodes crapuleuses d'Orpea dans ses Ehpad, l'État s'est senti obligé de commander un rapport à l'Inspection générale des affaires sociales. Ce rapport confirmerait ce qu'a écrit l'auteur du livre, et que bien des travailleurs des Ehpad dénoncent depuis des années : les économies réalisées sur la nourriture et les soins entraînent une véritable maltraitance des résidents et des travailleurs, le tout en siphonnant le maximum d'argent public.

Mais on n'en saura pas plus : au nom du secret des affaires, le gouvernement refuse de le publier. Les lois sont décidément plus efficaces pour protéger les affaires des capitalistes que les personnes âgées !

Alors oui La première mesure à mettre en place c'est l'abolition du secret des affaires et commerciales, ainsi que de contrôler les comptes des entreprises, des banques pour savoir où l'argent va, et mettre en évidence que les milliards dégoulinent à un pôle de la société mais ne sont pas là pour être utilisés dans les intérêts de tous, mais pour servir une minorité de milliardaires.